



FONDS DE CONSOLIDATION DE LA PAIX (FCP) RAPPORT ANNUEL SUR L'ETAT D'AVANCEMENT DU PROGRAMME¹

1^{er} JANVIER – 31 DECEMBRE 2012

Titre du Programme & Référence du projet

- **Titre du Programme:** *Consolidation de la paix à travers l'appui à la réintégration socio-économique durable en faveur des personnes affectées par le conflit.*
- **Réf. du Programme :** PBF/BDI/A-9
- **Numéro de référence du Projet/MPTF Office:**³ 00079938

Pays, Localité, Secteur/Thème(s) du Programme²

(le cas échéant)

Pays/Localité : Burundi

Secteur/Thème(s) : Relèvement communautaire

Organisations participantes

- BIT, FAO, ONU FEMMES, PNUD, UNFPA, UNHCR

Partenaires de mise en œuvre

- **Gouvernement :** Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre ; Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, Ministère de la Jeunesse, des Sports et de la Culture ; Ministère de l'Enseignement de Base et Secondaire, de l'Enseignement des Métiers, de la Formation Professionnelle et de l'Alphabétisation ; Ministère de l'Eau, de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme ; Ministère de l'Intérieur.
- **Autres partenaires :** CNTB, BMCM, ABAVANDIMWE, CACERISE, PARESI, DPAE, Centre Formation Rurale (CFR), SRDI, BIT, FAO, ONU FEMMES, PNUD, UNFPA, UNHCR, CAFOB, Jumelage Jeunesse Burundi, etc...

¹ Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² Indiquer le domaine prioritaire pour le Fonds de Consolidation de la Paix (FCP) ; les liens avec le PMP (Cadre Global des Résultats Stratégiques du FCP)

³ Le numéro de référence du projet est le même que celui sur le message de notification, aussi appelé "Project ID" sur le [MPTF Office GATEWAY](#).

Budget du Program:

Contribution du Fonds : US\$ 9, 200,000.00
Solde anciens projets PBF : US\$ 800,000.00

Contribution de(s) agence(s):
le cas échéant, par agence

Contribution du Gouvernement:
(le cas échéant)

Autres Contributions [donateur(s)]:
(le cas échéant)

TOTAL: US\$ 10, 000,000.00

Durée du Programme (mois)

Durée totale (mois): 24 mois

Date de démarrage⁴ : 23 septembre 2011

Date de clôture originale⁵ : 31 septembre 2013

Date de clôture actuelle⁶ : 31 septembre 2013

Evaluation du Programme

Evaluation – (à joindre le cas échéant)

Oui Non Date : dd.mm.yyyy)

Evaluation à mi-parcours – (à joindre le cas échéant)

Oui Non Date: _ dd.mm.yyyy):

Soumis par:

- **Nom:** M. Justin Singbo
- **Titre:** Co Président du Comité Technique de Suivi
- **Organisation participante (“Reintegration Lead Agency”):** PNUD
- **Adresse e-mail:** justin.singbo@undp.org

⁴ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du MPTF Office en tant qu’Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du MPTF Office ([MPTF Office GATEWAY](#)).

⁵ Tel qu’approuvé sur le document de projet originale par l’organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage.

⁶ Au cas de prolongation du projet, la date de clôture révisée et approuvée doit être reflétée ici. Si la prolongation n’est pas approuvée, la date de clôture actuelle est la même que la date de clôture initiale. La date de clôture est la même que la date de clôture opérationnelle, qui fait référence au moment où toutes les activités du programme ont été complétées par l’Organisation Participante responsable. A ce moment, les agences concernées doivent en informer le Bureau MPTF comme convenu dans le MOU.

RÉSUMÉ

Actuellement mis en œuvre dans trois provinces (Bujumbura Rural, Bubanza et Cibitoke), le programme a renforcé en amont, les capacités de coordination du ministère ayant la réintégration dans ses attributions notamment à travers la formulation d'un plan de renforcement des capacités, la création d'une base de données sur la réintégration des personnes affectées par le conflit et l'étude de profilage des personnes déplacées. En aval, les structures de coordination provinciales et communales ont été renforcées pour une meilleure appropriation et pérennisation des résultats par l'administration locale.

La participation des différents groupes, hier antagonistes, dans la construction ou la réhabilitation des infrastructures communautaires a permis d'atteindre trois objectifs : (i) Le renforcement de la cohésion sociale, (ii) l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et, (iii) a permis aux personnes vulnérables d'avoir accès à un revenu par l'emploi temporaire. L'implication des groupes cible ainsi que des communautés dans les discussions sur les thèmes liés à la cohabitation pacifique et aux droits de la personne humaine, a été une occasion pour les activités socioculturelles de sensibiliser la population sur la nécessité de contribuer, chacun à son niveau, à la coexistence pacifique. Grâce à toutes ces interventions, 41.507 ménages ont accès à l'eau potable, 990 emplois temporaires ont été créés, 1,000 familles rapatriées ont accès à un habitat décent, 405 ménages sont en cours d'identification pour accéder à un habitat décent dans 3 villages ruraux intégrés. L'appui apporté à la Commission Terre et autres bien a permis de résoudre 2.616 conflits fonciers à Bubanza et Bibitoke dont 43% à l'amiable.

Dans le but de revitaliser le secteur productif, 860 bénéficiaires d'emplois temporaires se sont regroupés dans 43 organisations de producteurs pour développer des micros projets générateurs de revenu. La mise en place des mécanismes de coordination et de gestion d'un fonds de microcrédits (US\$ 360,000 et 540,000,000 Fbu provenant de l'ancien projet PBF/BDI/A-3 "*Réhabilitation du rôle de la femme dans le processus de réconciliation et de reconstruction communautaire* ") permettra d'appuyer sous peu les microprojets des femmes vulnérables. La réhabilitation de 482 hectares du périmètre rizicole des marais de Nyamabere dans la province de Bubanza, permettra de créer de nouveaux emplois temporaires et l'accès à la terre pour près de 2,000 ménages. Ces parcelles sont destinées à l'intensification des cultures du riz, arachide, patate douce, soja et maraîchage. Les ménages ayant bénéficiés de l'appui en service de reconstruction communautaire seront encadrés en groupements associatifs en vue de la création d'emplois durable. Ces groupements associatifs seront formés en entrepreneuriat local à l'aide de l'outil GERME⁷ du BIT, et en organisation et gestion coopérative. Cela permettra aux bénéficiaires de renforcer leurs compétences en gestion d'entreprise et le développement de l'esprit entrepreneurial.

I. OBJECTIFS

L'objectif du programme est de contribuer à ce que les communautés, les structures étatiques et les organisations de la société civile au niveau local puissent prendre en charge les besoins de relèvement socio-économique et participer effectivement au processus de consolidation de la paix et de la démocratie.

II. RESULTATS

i) Rapport descriptif des résultats:

- **Effets directs (outcomes):**

⁷ GERME est une méthodologie de formation en gestion destinée aux micros et petites entreprises. Elle est basée sur une approche participative et un contenu simple, clair et adapté aux besoins en gestion. GERME est la version francophone du programme International Start and Improve Your business (SIYB) de l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Le programme de formation comprend la formation : Trie (Trouvez votre idée d'entreprise) ; Cree (Créez votre entreprise) et Germe (Gérez mieux votre entreprise).

1. La coordination nationale est renforcée ; les structures décentralisées ont les capacités nécessaires pour conduire une planification locale participative, améliorer la gestion foncière, assurer la cohésion communautaire afin de fournir des services de qualité.
2. Les communautés, y-compris les rapatriés, déplacés, ex-combattants (RDExC) et autres vulnérables, ont un accès équitable aux services sociaux de base et au logement et participent effectivement à la gestion des services sociaux de base.
3. Les systèmes de production et l'entrepreneuriat local sont améliorés et diversifiés pour assurer la sécurité alimentaire des ménages, la réintégration socio-économique durable des populations affectées par la crise et contribuer ainsi à trouver une solution durable aux questions foncières.

- **Résultats/Produits (outputs):**

- 1.1 : Les capacités du ministère ayant la réintégration dans ses attributions ont été renforcées pour une meilleure coordination interministérielle, une réintégration socio-économique durable et plus effective à travers la formation, l'assistance technique, l'élaboration d'un plan de renforcement des capacités et la conception d'une base des données sur la réintégration. À terme, cet outil permettra d'améliorer les capacités d'analyse du ministère et de guider le Gouvernement ainsi que les partenaires techniques et financiers dans leurs politiques, programmes et projets.
- 1.2 : Au niveau décentralisé, les capacités de suivi et de coordination de 3 Comités Provinciaux de Développement (CPD) et de 22 Comités Communaux de Développement Communautaires (CCDC) ont été renforcées par la mise en place des groupes techniques de travail provinciaux pour la villagisation (GTTPV) ainsi que la mise à disposition du matériel informatique, des mobiliers de bureaux et des moyens de déplacement. Les CCDC mis en place dans le cadre du suivi des Plans Communaux de Développement Communautaire participent, dans le cadre du programme à l'identification des choix des micro-projets à exécuter.
- 1.3 : Plusieurs initiatives ont convergé pour améliorer la cohésion sociale et le dialogue social notamment :
 - La résolution pacifique des litiges fonciers : l'appui du programme à la Commission Terre et Autres Biens qui a permis d'enregistrer 2.616 nouveaux conflits fonciers à Bubanza et Cibitoke et d'en résoudre 831. En moyenne, 43% sont réglés à l'amiable, 47 % par décision tandis que 9.8% des conflits sont orientés ailleurs vers d'autres mécanismes de médiation;
 - Le profilage des personnes déplacées internes : le rapport sur l'opération de profilage réalisé en 2011 et validé en 2012. L'étude permettra au ministère ayant la réintégration dans ses attributions, de développer des solutions adéquates et durables pour les 78,796 personnes déplacées internes vivant dans 120 sites à travers le pays ;
 - L'organisation des activités socioculturelles inclusives autour des thèmes de la résolution pacifique des conflits et des droits de l'Homme ont permis d'atteindre les résultats suivants : 66 jeunes encadreurs formés, 22 clubs de paix et développement ont été créés par les jeunes RDExC, 3 caravanes mobiles d'animation communautaire ont été organisés, 22 compétitions culturelles organisées au niveau communal et 3 au niveau provincial avec une participation de 572 jeunes RDExC (...). Des campagnes de sensibilisation ont été menées dans ce cadre, et ont permis de concevoir une vraie

approche participative et communautaire des populations cibles et une meilleure appropriation du programme par l'ensemble de la population.

- 2.1 : L'implication des rapatriés, des déplacés internes et des ex-combattants (RDExC) dans le service de reconstruction communautaire ont également renforcé la cohésion sociale tout en permettant l'accès aux services sociaux de base à une population rendue vulnérable par la crise. Ainsi, avec l'appui du programme, 41.507 familles ont accès à l'eau potable grâce à 108 sources d'eau potable qui ont été aménagées, 22 Km du réseau d'adduction d'eau potable réhabilités, 4 réservoirs construits. 130 membres des comités locaux de gestion des points d'eau ont été mis en place dans l'optique de pérennisation des structures et du matériel. Les régies communales de l'eau ont participé au ciblage des travaux et à l'encadrement des comités de point d'eau.
- 2.2 : 1.405 ménages vont avoir accès à un habitat décent par le biais de 1.000 maisons en briques adobes auto construites pour les bénéficiaires qui ont souhaités retourner sur leur colline d'origine & 405 maisons en briques stabilisées construites et regroupées dans 3 villages ruraux intégrés.
- 3.1 : A travers la construction ou la réhabilitation des infrastructures d'intérêt communautaire, les personnes rapatriées, déplacées internes, ex-combattants ainsi que les vulnérables des communautés d'accueil ont eu accès à un revenu, dans une approche visant leur initiation aux activités génératrices de revenu pour évoluer vers l'entreprenariat à travers les coopératives de production. 890 RDExC dont 329 femmes ont ainsi bénéficié d'emplois temporaires pendant 3 mois. Dans ce cadre,
- le Centre Jeunes de Gihanga en province Bubanza a été construit et équipé en matériel de bureau, équipements informatiques et sportifs;
 - 2 Centres Jeunes sont en cours de finalisation à Rugombo (Province Cibitoke) et Isale (Province Bujumbura Rural);
 - 3 centres d'enseignement de métiers sont en cours de rehabilitation à Mpanda (Bubanza), Nyabisaka (Bujumbura Rural) et Cunyu en commune Buganda (Cibitoke).

Quarante trois (43) groupements de producteurs regroupant environ 900 personnes ont été constituées à l'issue des activités du service de reconstruction communautaire (construction des villages ruraux intégrés, centres pour jeunes et adduction en eau potable). Une épargne de 52, 000,000 FBU d'épargne a été réalisée par ces groupements en vue de développer des microprojets générateurs de revenus de leurs choix.

Une stratégie et des mécanismes de recyclage du montant de 506.003.850 Fbu (337,500 USD) provenant du recouvrement des crédits octroyés aux femmes dans le cadre de l'ancien projet *Femme* (PBF-BDI-3) ont été mis au point. Le montant recouvré renforcera le fonds de 360.000US\$ mis en place pour faciliter l'accès des femmes aux crédits. Le cadre et les mécanismes de gestion de ce fonds a été conjointement définis avec le ministère ayant le genre dans ses attribution et les institutions de micro finance partenaires ;

Les capacités techniques des communautés ont été renforcées en maraîchage et arboriculture fruitière, techniques culturelles, nutrition et bonnes pratiques culinaires, organisation et gestion des micros entreprises, gestion des infrastructures d'irrigation et pratiques d'élevage.

- 3.2 : En vue de contribuer à terme à l'amélioration de la sécurité alimentaire, les capacités méthodologiques de 24 facilitateurs et 6 superviseurs ont été renforcées sur l'approche Champ Ecole Paysan (CEP). L'approche veut faire du bénéficiaire un partenaire actif dans la

prise des décisions concernant la transmission du savoir-faire. Le « Champ Ecole Paysan » est un pont entre les interventions d'urgence et les approches de long-terme particulièrement adapté aux situations post-conflit. Dans ce cadre, 19 CEP ont été mis en place et bénéficient d'un suivi-encadrement régulier.

Un appui a été donné pour l'intensification de l'élevage de petits bétails et les cultures à haute valeur économique et nutritive. Ainsi ont été appuyés:

- 84 organisations pratiquant la culture des fruits et légumes,
- 66 organisations de producteurs agricoles ont reçu des semences de pré base pour la multiplication de l'arachide, du soja et du riz;
- 1.230 unités caprines en cours d'installation dans les trois provinces ;

Les activités préparatoires pour faciliter l'accès aux équipements de production et à la technologie ont été réalisées (Etablissement des situations de référence, études de faisabilité, procédures d'achat, contractualisation avec les partenaires d'exécution,) et se poursuivra en 2013.

3.3 L'étude de faisabilité et les autres activités préparatoires pour la réhabilitation de 482 hectares du périmètre rizicole des marais de Nyamabere dans la province de Bubanza sont finalisées. Elles montrent que l'activité permettra de créer de nouveaux emplois temporaires et l'accès à la terre pour près de 2,000 ménages. Ces parcelles sont destinées à l'intensification des cultures du riz, arachide, patate douce, soja et maraîchage. La réhabilitation interviendra au mois de mai 2013 après la récolte.

- **Défis, les leçons apprises et les meilleures pratiques:**

Défis :

- Coordination de 6 agences de mise en œuvre alors que l'Unité de gestion n'a pas la gestion directe du budget ;
- Les experts sectoriels des Agences bénéficiaires consacrent une partie de leur temps au PBF ;
- Mise en œuvre du programme en 17 mois avec un retard de démarrage de 7 mois,
- Faible capacité de planification des partenaires au niveau local ;
- Transformation d'une personne vulnérable en entrepreneur en si peu temps.

Leçons apprises :

L'approche programme est un atout mais elle constitue aussi des difficultés de coordination. Les partenariats inter Agences ont permis de créer des synergies et de renforcer l'impact auprès des bénéficiaires par des appuis multiformes.

Meilleures pratiques :

- Forte implication des structures nationales décentralisées (Administration provinciale et communale, CPD & CCDC) ;
- Approche-programme a permis de construire des partenariats inter agences et de créer des synergies,
- Les réunions mensuelles des experts sectoriels inter-agences ont permis une bonne cohérence et synergie du programme ;
- Introduction de nouvelles technologies : briques stabilisées (solidité, protection de l'environnement car le séchage sans recours au bois de chauffage), Champ Ecole Paysan (transmission de la connaissance par la démonstration doublée d'une approche participative);
- Une agriculture familiale orientée vers le marché ;

- Introduction de la méthodologie GERME⁸ en faveur des associations des RDEXCs pour renforcer leurs capacités de gestion et développement de l'esprit entrepreneurial ;
- Elargissement des partenariats aux ONGs et entreprises ayant une expérience confirmée dans leur domaine d'intervention ;
- Les réunions du Comité Technique de Suivi sont organisées alternativement dans les provinces d'intervention et sont précédées par une visite pour le suivi des réalisations de terrain. Cela assure un contrôle de qualité et éventuellement de rectifier le tir à temps si nécessaire.
- Harmonisation des initiatives de renforcement des capacités de planification à travers les réunions du groupe sectoriel, groupes technique sur la réintégration et la création des GTTPV comme instance ad hoc de planification de la réintégration au niveau local.

- **Appréciation qualitative:**

- L'implication des autorités au niveau national et décentralisé facilite l'appropriation et plus tard la pérennisation des acquis du programme ;
- La recherche des synergies entre les six Agences de mise en œuvre ainsi que le renforcement des partenariats avec les ONGs et autres intervenants locaux ont permis d'accélérer la mise en œuvre du programmes et d'enregistrer des progrès appréciables ;
- Le programme contribue à consolider et pérenniser les acquis des projets PBF antérieurs notamment par le recyclage des fonds de microcrédits mis en place pour les femmes et les jeunes.

ii) **Évaluation axée sur les Indicateurs de Performance** – Voir Annexe 1

iii) **Illustrations narratives spécifiques** – Voir Annexe 2

III. **MODALITE DE SUIVI**

Modalités d'exécution

- **Au niveau du Gouvernement**, les résultats attendus du programme ont été poursuivis sous la responsabilité du Ministre de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre. Au sein du système des Nations Unies, l'accomplissement des objectifs et des résultats attendus du programme est placé sous la responsabilité globale de la Représentante Spéciale Adjointe du Secrétaire Général des Nations-Unies et Coordinatrice Résidente du Système des Nations Unies. Au niveau décentralisé, l'administration provinciale et communale est fortement impliquée dans la mise en œuvre du programme et participe aux réunions du Comité Technique de Suivi. Ces deux niveaux de participation faciliteront l'appropriation nationale et la pérennisation des acquis du programme.
- **Six Agences du Système des Nations Unies (PNUD, ONUFEMMES, UNFPA, BIT, HCR et FAO)** assurent la mise en œuvre du programme. Chaque Agence a reçu du Bureau MPTF les fonds alloués aux activités sous sa responsabilité en septembre 2011. Les Agences ont la responsabilité finale auprès du siège pour les aspects programmatiques et financiers du programme. Chaque Agences a mis à la disposition du programme 1 ou 2 experts sectoriels, payés sur leurs fonds propres afin d'assurer la mise en œuvre du programme.

⁸ GERME est une méthodologie de formation en gestion destinée aux micros et petites entrepreneurs. Elle est basée sur une approche participative et un contenu simple, clair et adapté aux besoins en gestion. GERME est la version francophone du programme International Start and Improve Your business (SIYB) de l'Organisation International du Travail (OIT). Le programme de formation comprend la formation : Trie (Trouvez votre idée d'entreprise) ; Cree (créez votre entreprise) et Germe (Gérez mieux votre entreprise).

- Une **Unité de gestion** du programme assure le suivi, le contrôle de qualité, la supervision, la coordination des activités et la production périodique des rapports narratifs et financiers;
- Un **Comité Technique de Suivi**, co-présidé par le Ministère de la Solidarité Nationale, des Droits de la Personne Humaine et du Genre et un représentant des Agences des Nations Unies de mise en œuvre assure la supervision stratégique de la mise en œuvre des projets, ainsi que l’approbation des plans de travail des projets, le suivi régulier des performances, et de faciliter la coordination entre les partenaires et les autres acteurs nationaux ou internationaux impliqués dans la mise en œuvre des projets.

Modalités de suivi et évaluation

Un plan de suivi évaluation assorti d’un budget a été élaboré et fait partie intégrante du programme. Il permet d’assurer le suivi du programme à 3 niveaux:

- **Le Comité Technique de Suivi** responsable auprès du Comité de Pilotage Conjoint pour le suivi périodique des résultats atteints par le projet, ainsi que la revue des rapports produits par l’unité de gestion. Les réunions du comité sont prévues une fois par trimestre dans une des trois provinces couvertes par le programme. Chaque réunion est précédée par une visite de terrain qui permet d’évaluer les réalisations et de rectifier le tir si nécessaire.
- **Le Comité de Pilotage Conjoint** co-présidé par le Gouvernement et la Coordonnatrice Résidente du Système des Nations Unies au Burundi est chargé de l’orientation stratégique et du contrôle de la mise en œuvre des programmes/projets de consolidation de la paix. Une évaluation interne est prévue début 2013 et une évaluation indépendante à la clôture des activités du programme.

IV. REVISION PROGRAMMATIQUE

Les objectifs ainsi que les résultats du programme n’ont pas changé.

L’approche programme adoptée à travers un processus inclusif et participatif à tous les niveaux prévaut toujours. Six Agences (BIT, FAO, ONU FEMMES, PNUD, UNFPA, UNHCR) collaborent pour la mise en œuvre du programme. La planification opérationnelle intégrée permet d’avoir une vision commune et de créer des synergies. Le renforcement des capacités des institutions, structures et acteurs clés nationaux impliqués dans la réintégration sociale et/ou économique des personnes affectées par le conflit a été mis en avant pour une meilleure pérennisation des acquis du programme.

V. RESSOURCES

Ressources financières

- Allocation du Fonds de Consolidation de la Paix : USD 9, 200,000.00
- Solde des projets PBF clôturés : USD 800,000.00

Les fonds sont gérés directement par chacune de six Agences de mise en œuvre qui sont responsables pour toute transaction financière, d’achats et d’approvisionnement effectuée sur la base du plan de travail préparé par l’unité de gestion du projet. Le Conseiller Technique Principal assure que les fonds attribués au programme sont correctement alloués aux activités sur la base du plan de travail.

Fonds PBF alloués à chaque Agence et contribution complémentaires

Agences de mise en œuvre	Allocation PBF + Solde anciens projets)	Contributions complémentaires ⁹	Donateur et affectation fonds complémentaires
			✓ Le Gouvernement a disponibilisé les terrains pour la construction de 405 maisons pour les déplacés internes.
PNUD	5,498,658.72	- 107,508 705,432	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribution directe du PNUD à la gestion du programme (Expert sectoriel, mise à disposition des bureaux, carburant...); ✓ Achat de 372 vélos pour renforcer les capacités de suivi et de coordination des CPD et CCDC dans les provinces de Bubanza, Bujumbura Rural et Bururi ; ✓ Financement du Japon qui a permis de renforcer le volet Service de reconstruction communautaire (2.720 emplois temporaires créés et 100 associations autour d'activités génératrices de revenu mises en place).
FAO	2,644,698.41	68,200 100,000	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribution directe de la FAO à la gestion du programme. ✓ Contribution de AGFUND pour promouvoir la diversification des productions agricoles et animales (cultures à haute valeur ajoutée, horticulture maraîchère et fruitière, unités d'élevage de caprins, apiculture).
HCR	958,301.65	180,0000	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribution directe du HCR à la gestion du programme ✓ Suite à l'étude de profilage des personnes déplacées internes (PDI), <ul style="list-style-type: none"> - le HCR a disponibilisé une Administratrice Principale de Protection chargée exclusivement d'appuyer le projet PDI ; - Le Conseil Norvégien pour les Réfugiés a apporté un appui au Groupe de Travail sur les Personnes Déplacées Internes (GTPDI) ; - En parallèle, la coordination avec la CIRGL a été soutenue sur l'aspect normatif (ratification de la Convention de Kampala, domestication du Protocole des Grands Lacs).
ONUFEMMES	438,998.52	- 357,013 380,000	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Contribution d'ONUFEMMES à la gestion du programme ✓ La contribution a permis d'élargir aux experts sectoriels ministériels la formation en planification budgétisation selon le genre initialement destinée aux CPD et CCDC ; ✓ Renforcer le fonds de microcrédits en faveur des femmes vulnérables.
BIT	401,523.04	163,349	✓ Contribution directe à la gestion du programme
UNFPA	57,819.65	11 290	Contribution directe de l'UNFPA à la gestion et mise en œuvre du programme
TOTAL	10, 000,000		

Ressources humaines

Le programme est géré quotidiennement par une Unité de gestion sous la supervision d'un Conseiller Technique Principal international, appuyé par un personnel local composé d'une Chargée de programme, 1 Assistante Administrative et Financière, 4 Coordonnateurs

⁹ Les montants des contributions complémentaires ont été gérés directement par les Agences de mise en œuvre, tout comme l'allocation PBF

provinciaux et 4 Chauffeurs.

Un Directeur National désigné par le ministère de tutelle est coresponsable de la supervision générale et de l'orientation pour la mise en œuvre du projet et l'atteinte des résultats, avec l'appui conseil du Conseiller Technique Principal. Le Directeur National a aussi le rôle d'assurer que les intrants de la partie nationale sont mobilisés à temps et que la partie nationale a mis en place les conditions nécessaires pour la mise en œuvre du programme. Le Directeur National copréside le Comité Technique de suivi. Chacun des 6 Agences de la mise en œuvre (*PNUD, HCR, BIT, ONUFEMMES, UNFPA, FAO*) a mis à la disposition du programme 1 ou 2 Experts sectoriels.

Abréviations et acronymes

AGFUND	: Agricultural Fund
BIT	: Bureau International du Travail
BMCM	: Bâtiments, Menuiserie et Constructions Métalliques
CAFOB	: Collectif des Associations Féminines et ONGs burundaises
CCDC	: Comité Communal de Développement Communautaire
CEM	: Centre d'Enseignement des métiers
CIRGL	: Conférence Internationale pour la Région des Grands Lacs
CPD	: Comité Provincial de Développement
CNTB	: Commission Nationale Terre et autres Biens
CTS	: Comité Technique de Suivi
FAO	: Food and Agricultural Organisation
GTPDI	: Groupe de Travail sur les Personnes Déplacées Internes
GTPPV	: Groupe Technique de Travail Provincial pour la Villagisation
HCR	: Haut Commissariat pour les Réfugiés
JJB	: Jumelage Jeunesse Burundi
MPTF	: Muti Patners Trust Fund
MSNDPHG	: Ministère de la Solidarité Nationale des Droits de la Personne Humaine et du Genre
NRC	: Norwegian Refugee Council
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PARESI	: Programme d'Aide aux Rapatriement et à la Réintégration des personnes Sinistrés
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PDI	: Personnes Déplacées Internes
UNDAF	: United Nations Development Assistance Framework (Plan cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement)
UNFPA	: United Nations Fund for Population Activities
VRI	: Villages Ruraux Intégrés